

Comité interpartis
"pour un espace aérien sûr"
case postale 8252
3001 Berne
Téléphone: 031 300 58 58
eMail: info@espace-aerien-sur.ch

Exposé par Adrian Amstutz, conseiller national, Sigriswil (UDC, BE)

Situation de départ

Je vous salue cordialement à cette conférence de presse du comité hors-partis "pour un espace aérien sûr". Nous nous engageons contre cette initiative qui vise à supprimer les forces aériennes suisses et dont le peuple devra décider le 24 février en même temps que de la réforme II de l'imposition des entreprises.

De quoi s'agit-il?

Cette initiative exige l'interdiction totale des vols des avions de combat à réaction au-dessus des régions touristiques en temps de paix. En réalité, cette revendication entraîne la suppression totale des forces aériennes suisses, comme l'expliqueront les intervenants suivants.

Cette initiative populaire a été lancée et déposée par un comité entourant Franz Weber dont les intérêts personnels sont touchés puisque sa fondation est propriétaire de l'hôtel Giessbach qui se situe à proximité de l'aérodrome militaire de Meiringen.

Le Conseil fédéral recommande le rejet de cette initiative. Le Conseil des Etats s'y est opposé par 31 voix contre 3 et le Conseil national par 119 voix contre 58. Les groupes parlementaires UDC, PRD et PDC se sont prononcés à l'unanimité contre cette initiative irresponsable qui vise la suppression des forces aériennes suisses.

Comité largement soutenu

La coprésidence de ce comité se compose de parlementaires UDC, PDC, PRD, Lega, UDF, PEP et PLS. De nombreux groupements et associations ont adhéré au comité comme, par exemple, la Société suisse des officiers (SSO), l'Association suisse des sous-officiers (ASSO), la Société des officiers des forces aériennes AVIA, Pro Libertate, l'Action pour une suisse indépendante et neutre (ASIN), le Groupe de travail pour une armée de milice efficace et promotrice de la paix, la Société suisse de tir (SST), Pro Tell, Pro Militia et le Centre patronal. Toutes ces organisations se sont réunies pour former une vaste alliance contre cette tentative sournoise de supprimer l'armée de l'air suisse.

Les milieux touristiques sont contre l'initiative

La Société suisse du tourisme (SST), qui réunit des organisations comme la Société suisse des hôteliers (SSH) ou le Groupement suisse pour les régions de montagne, s'est aussi clairement prononcée contre cette initiative.

Mesdames et Messieurs, lorsque même les grandes organisations touristiques suisses se prononcent contre cette initiative, il est évident que ce projet n'a strictement aucun rapport avec la promotion du tourisme dans notre pays. C'est le contraire qui est vrai!

Berne, 7 janvier 2008

Exposé par Ida Glanzmann-Hunkeler, conseillère nationale, Altishofen (PDC, LU)

Un premier pas vers la suppression de l'armée

Si le peuple suisse accepte le 24 février prochain l'initiative "contre le bruit des avions de combat à réaction dans les zones touristiques", il se prononce en réalité pour la suppression des forces aériennes. Or, il est évident qu'une armée sans forces aériennes n'est pas pensable pour la Suisse. Conclusion logique: cette initiative est un premier pas vers la suppression de l'armée suisse.

Pour moi, il existe quelques arguments fondamentaux qui imposent le rejet de cette initiative le 24 février prochain.

Premièrement, cette initiative n'est pas clairement formulée. Elle exige qu'en temps de paix les vols d'entraînement des avions de combat soient interdits dans les zones touristiques de la Suisse. Quelles sont donc les régions touristiques de la Suisse? Je travaille à temps partiel à l'office du tourisme de Willisau. A première vue, l'arrière-pays lucernois ne devrait pas être concerné par cette initiative. Il s'agit néanmoins d'une région où existent des activités touristiques. La Suisse étant un petit pays, les vols d'entraînement dans la région du Napf devraient donc aussi être interdits. Lucerne et toute son agglomération sont une vaste région touristique et de détente qui serait donc aussi touchée par cette initiative puisque des avions militaires décollent parfois de l'aérodrome d'Emmen tout proche. Où trouvons-nous en Suisse des zones qui ne peuvent pas être considérées comme ayant une vocation touristique? Bien que cette initiative vise en premier lieu l'Oberland bernois, toute la Suisse serait en réalité concernée. La formulation imprécise de cette initiative et les conséquences graves et en partie imprévisibles qu'elle entraîne sont des raisons largement suffisantes pour la refuser.

Deuxièmement, cette initiative interdit les vols militaires en temps de paix. J'ai eu l'occasion, lors d'une récente visite à la troupe, d'assister à la formation des pilotes à Emmen et à Alpnach. Les militaires y reçoivent une formation longue et de niveau universitaire pour devenir pilotes d'avions de combat. A côté d'une partie théorique de qualité exceptionnelle, cette instruction comprend aussi de nombreux exercices pratiques. Cette instruction pratique peut certes être dispensée en bonne partie sur des simulateurs, mais ces derniers ne remplacent en aucun cas les vols d'entraînement réels. Or, en décollant de l'aérodrome d'Emmen, un avion de combat survole forcément l'agglomération lucernoise et les régions voisines, car l'espace d'entraînement se situe dans les Alpes. Cela signifie en clair que les pilotes militaires ne peuvent plus être formés en Suisse. Ce serait également un non-sens pour l'armée de l'air suisse que de déplacer toute l'instruction des pilotes à l'étranger. Il faut rappeler aussi que la suppression de cette formation aurait des conséquences négatives pour la navigation aérienne civile puisque celle-ci recrute fréquemment ses pilotes dans les forces aériennes.

Troisièmement, la formulation de cette initiative vise de toute évidence la suppression des forces aériennes. Mais que serait notre armée sans avions de combat? Face aux nouvelles menaces notamment, la protection de l'espace aérien est une des tâches prioritaires de l'armée. Cependant, une Suisse privée de ses forces aériennes ne serait plus à même de garantir la sécurité de son espace aérien. Donc son armée deviendrait inutile. On le voit bien: cette initiative est un premier pas vers la suppression pure et

simple de l'armée.

Pour toutes ces raisons je vous recommande de voter non à cette initiative le 24 février prochain. L'armée suisse a besoin des forces aériennes et elle doit donc pouvoir former ses pilotes en temps de paix et leur offrir l'entraînement dont ils ont besoin pour protéger efficacement l'espace aérien suisse.

Berne, 7 janvier 2008

Exposé par Corina Eichenberger, conseillère nationale, Kölliken (PRD, AG)

Effets désastreux sur la souveraineté et la sécurité de la Suisse

Vous venez de l'entendre: cette initiative a pour effet la suppression pure et simple des forces aériennes suisses.

Ce choix extrêmement dangereux aurait des conséquences désastreuses pour la souveraineté, la neutralité et la sécurité de notre pays, donc aussi pour l'attractivité de la place économique suisse puisque nous deviendrions incapables de contrôler notre propre espace aérien, donc d'exercer nos droits et nos devoirs en tant que pays indépendant.

Les rares Etats du monde qui n'ont pas leurs propres forces aériennes doivent en général faire contrôler leur espace aérien par des armées étrangères. C'est, par exemple, le cas des trois Etats baltes qui n'ont pas d'avions de combat et qui sont donc contraints de confier à l'OTAN la surveillance de leur espace aérien. Une situation inimaginable pour un pays neutre comme la Suisse et extrêmement dangereuse pour notre sécurité.

L'espace aérien suisse constitue une plaque tournante pour le trafic aérien européen. Chaque jour des milliers d'avions transitent par cet espace restreint, mais très important. Il est indispensable que nos propres forces aériennes garantissent la sécurité de cet espace aérien et, avec elle, l'intégration mondiale des aéroports internationaux de Zurich, Genève, Bâle, Berne et Lugano dont notre économie a un besoin vital. La présence de forces aériennes performantes est indispensable au déroulement ordonné et sûr de tout le trafic aérien.

Le droit de la neutralité stipulé dans les conventions de La Haye oblige même la Suisse de contrôler son espace aérien et d'y intervenir en cas de besoin. Aujourd'hui, la menace provenant des airs ne se limite plus à la guerre classique. De nouvelles formes de terrorisme peuvent emprunter la voie des airs et exposer la population à des dangers extrêmement graves. Que l'on songe simplement aux avions que des terroristes peuvent diriger contre des centrales nucléaires, des stades de football pleins ou d'autres objets d'importance nationale.

Mais il est aussi capital en temps de guerre d'empêcher l'émergence de zones sans défense dans l'espace aérien. Les propres forces armées doivent contrôler la totalité de cet espace. L'armée de l'air a, en pareil cas, la mission de contrôler l'espace aérien pour protéger la population et les troupes au sol. Sans avions de combat, les forces terrestres ne peuvent pas opérer et protéger le territoire.

En cas de conflit, l'espace aérien suisse est fort intéressant non seulement par se

situation centrale en Europe, mais aussi par ses parties protégées des radars en raison des conditions topographiques particulières de notre pays. Nous ne conserverons notre indépendance et notre neutralité que si nous avons les moyens d'empêcher, en cas de conflit, que des puissances étrangères abusent de notre espace aérien pour éviter des formations ennemies ou pour y transiter vers des champs de bataille étrangers, qu'il s'agisse des Balkans, de l'Afghanistan ou de l'Irak.

On se rappelle à ce propos les interventions utiles des forces aériennes suisses pendant les attaques aériennes de l'OTAN contre l'ex-Yougoslavie. Il s'agissait alors d'éviter, sur mandat du Conseil fédéral, que des avions de combat de l'OTAN attaquant la Serbie ne passent au-dessus de la Suisse neutre.

C'est une mission centrale et qui ne peut être déléguée de nos forces armées que de protéger notre espace aérien et de garantir la souveraineté aérienne de la Suisse. Tous les Etats du monde font de même. Le meilleur système radar et les missiles de défense aérienne les plus modernes ne peuvent remplacer des avions de combat à réaction dans cette tâche primordiale. Il ne faut pas se faire d'illusion à ce propos.

Mesdames et Messieurs, vous voyez bien que ce que signifierait pour notre pays l'acceptation de cette initiative totalement excessive qui compromet non seulement la souveraineté et la neutralité de notre Etat, mais aussi notre sécurité politique et économique qui, depuis toujours, a été le gage de l'histoire à succès de la Suisse. Il n'existe pas de solution de remplacement par rapport à une armée de l'air performante pour sauvegarder l'indépendance et la neutralité de la Suisse.

Berne, 7 janvier 2008

Exposé par Dr. Christophe Berdat, Secrétaire général du Parti libéral suisse, Député (GE)

Adieu l'Euro 2008, adieu le WEF,

adieu les réunions diplomatiques internationales au sommet.

Avec l'adoption de l'initiative la Suisse devrait renoncer à recevoir sur son sol les grandes manifestations internationales qui font sa renommée

Lorsque les forces de police aériennes suisses interviennent dans l'espace aérien national, il ne s'agit pas uniquement pour elles de surveiller les mouvements aériens de l'aviation civile ou d'assurer la protection de notre neutralité. Il s'agit bien davantage encore, et c'est là une condition essentielle, d'assurer une protection contre des attentats terroristes venus des airs, ceci par exemple dans le cadre de grandes manifestations internationales qui ont lieu sur sol helvétique et qui ont fortement augmenté ces dernières années du fait de la mondialisation des échanges et du développement très important de la diplomatie multilatérale.

La garantie de l'espace aérien lors de manifestations sportives

L'année 2008 vient tout juste de commencer. Pour beaucoup, le championnat d'Europe

de football, l'EURO 2008, dans notre pays représentera assurément un événement très important de l'année. Les Suisses que nous sommes ne doivent pas seulement assurer le spectacle sur la pelouse, grâce à notre équipe nationale, et accueillir, dans un esprit de fête, les équipes nationales de football de nos voisins européens et leurs supporters, mais nous devons aussi garantir à tous la sécurité. C'est là une chose essentielle, non seulement eu égard aux Hooligans, mais également pour prévenir tous les attaques et débordements possibles. De ce fait, il s'agit aussi dans ce cadre de garantir une sécurité absolue de notre espace aérien. C'est une des exigences qui va de pair avec l'accueil de grandes causes sportives de ce type sur notre sol. La Suisse doit répondre aux standards internationaux de sécurité, si elle veut être encore l'hôte de telles manifestations à l'avenir.

Sans sécurité de notre espace aérien, plus de réunions internationales en Suisse

Dans moins de deux semaines, nous assisterons à l'ouverture de la session annuelle du Forum économique mondial à Davos, le WEF. Dans ce cadre, environ 2000 représentants de l'économie, de la politique et de la culture se rencontrent et peuvent aborder des problèmes globaux dans le dialogue. Que cette manifestation exige un dispositif de sécurité très important n'est plus un secret pour personne. Déjà aujourd'hui, nous dépendons de la coopération des forces armées aériennes autrichienne pour assurer la sécurité de cette manifestation. Avec une adoption de l'initiative, le WEF sous sa forme actuelle ne pourrait plus établir ses réunions annuelles dans notre pays avec un degré de sécurité suffisant.

Au-delà des réunions du WEF, il s'agirait aussi des autres grandes réunions politiques et diplomatiques internationales qui se tiennent dans la Genève internationale qu'il ne serait également plus possibles d'accueillir sur sol helvétique si une telle interdiction du bruit aérien dans le région touristique venait à être acceptée. En effet, de grandes lacunes en matière de sécurité en résulteraient. La perte d'image liée à cela pour notre pays serait énorme.

L'importance de la place économique suisse est en danger

La Suisse est aujourd'hui une plaque tournante du transport aérien européen et est considérée comme un des pays les plus sûrs du monde. Sans force aérienne digne de confiance elle serait assurément un maillon faible et serait facilement la proie d'attaques terroristes potentielles. Elle deviendrait rapidement un des États les moins sûrs du monde. Cette situation serait mortelle pour la Suisse, car elle est aujourd'hui une place économique parmi les plus importantes du monde. Elle perdrait de fait de manière foudroyante son importance.

Mesdames et Messieurs, l'adoption de cette initiative populaire reviendrait à supprimer purement et simplement la sécurité de notre pays. Assurément, elle affaiblirait la confiance globale que le monde entier a placée jusqu'ici en lui et l'isolerait ainsi au niveau international. Cette perte d'image pour notre pays et l'affaiblissement de sa position auraient sans conteste des conséquences économiques et politiques énormes. Cela doit être combattu avec détermination et éviter à tout prix.

Berne, 7 janvier 2008

Exposé par **Susanne Huber, présidente de la commune de Meiringen (BE)**

Importance régionale des aérodromes

et protection contre le bruit.

Je suis présidente de commune dans la région précisément où les auteurs de cette initiative irréfléchie exploitent un hôtel à proximité de l'aérodrome militaire de Meiringen. Un hôtel qui, soit dit en passant, a été rénové avec l'aide d'hélicoptères des forces aériennes suisses! Nous avons donc affaire ici à une initiative populaire reposant sur les motivations égoïstes d'un seul propriétaire hôtelier, soit Franz Weber.

Cet aérodrome est important pour l'économie de la région

L'opinion générale est cependant fort différente dans la région entourant cet aérodrome militaire et dans le village de Meiringen. L'exploitation de cette place d'aviation dans le Haslital est d'une importance économique énorme pour cette partie de l'Oberland bernois. Les entreprises liées aux forces aériennes sont parmi les plus importants employeurs de la région en offrant plus de 180 places de travail de haut niveau et environ 25 places d'apprentissage. L'aérodrome et les cours de répétition de trois semaines qui y ont lieu chaque année rapportent quelques 25 millions de francs à l'économie régionale. Durant les huit ans écoulés, la Confédération a investi plus de 180 millions de francs dans cette infrastructure. Les arts et métiers de la région en ont également profité.

En cas d'acceptation de l'initiative contre le bruit des avions de combat, l'aérodrome de Meiringen devrait être fermé – il n'y a aucun doute quant à cela. Les conséquences économiques pour la région seraient désastreuses, d'autant plus qu'il serait impossible de réorienter l'exploitation de cette infrastructure tout en conservant le niveau actuel de création de plus-values. Partant de ce constat, je suis certaine qu'un petit nombre seulement de citoyennes et de citoyens de Meiringen ont signé cette initiative dont le but final est de supprimer l'armée de l'air suisse.

Il est donc évident pour la présidente de commune que je suis de se battre contre une initiative qui affecte gravement l'économie de ma région.

Les forces aériennes sont coopératives

Permettez-moi encore quelques remarques concernant le bruit des avions de combat. Il faut d'abord souligner que les forces aériennes suisses possèdent aujourd'hui encore 33 avions du type F/A-18 et environ 50 du type F-5. Il y a une vingtaine d'années, l'armée de l'air suisse disposait de près de 300 jets de combat. Cette énorme réduction de l'effectif montre à l'évidence que le bruit des activités aériennes a, lui aussi, fortement diminué. Mais il est vrai aussi que les F/A-18 sont sensiblement plus bruyants que les F-5. Consciente de ce problème, l'armée de l'air suisse fait de gros efforts depuis quelque temps pour réduire ses émissions sonores. Des groupes de contact ont été créés pour permettre aux représentants des régions entourant les aérodromes de Sion, Payerne et Meiringen d'entretenir des contacts directs avec les responsables des places d'aviation afin de développer des mesures réduisant ces nuisances pour la population et le tourisme. De la sorte nous avons, par exemple, obtenu que la piste de l'aérodrome de Meiringen soit fermée durant le mois de juillet dès 2008; en outre, un essai est actuellement en cours avec un nouvel horaire pour les vols de nuit qui démarrent désormais à 17 heures pour finir à 21 heures déjà et non plus à 22 heures.

Mesures efficaces pour réduire le bruit des avions

Depuis longtemps déjà les forces aériennes respectent des horaires rigides durant la semaine et ne volent pas le weekend. La direction de l'aérodrome a des égards pour la vie sociale de la région et suspend ses activités de vols en cas d'événements particuliers comme, par exemple, des enterrements. Au niveau national, les vols de nuit à basse altitude sont effectués à l'étranger dans la mesure du possible; les vols supersoniques ont lieu à très haute altitude; la formation a lieu autant que se peut sur des simulateurs de vol et les horaires de vol ont globalement été réduits. A la demande de la population locale, l'installation de fenêtres antibruit a été accélérée. Les essais de moteur au sol ont lieu dans des bâtiments isolés et les avions volent en règle générale avec des réservoirs supplémentaires pour réduire le nombre de décollages et d'atterrissages.

Des personnes de contact ont été désignées auprès des forces aériennes pour recevoir les éventuelles plaintes concernant le bruit. Par ailleurs, j'ai pu me rendre personnellement compte de ce que le DDPS cherchait activement le dialogue avec la population locale.

Menaces pour des emplois dans la région

Vous le voyez bien, Mesdames et Messieurs, face à l'importance économique considérable de cet aérodrome pour nous autres habitants du Haslital et compte tenu aussi des mesures nombreuses et efficaces prises par le DDPS pour réduire les nuisances sonores des activités aériennes, cette initiative qui vise de fait à supprimer les forces aériennes suisses, donc la protection de notre espace aérien, est totalement disproportionnée. Ce projet repose sur un raisonnement simpliste: pour Franz Weber, il n'existe que des opposants au bruit des avions; il ne tient aucun compte des plus-values économiques que les aérodromes militaires apportent aux régions.

La majorité de la population voit cependant fort bien les efforts déployés par le DDPS pour réduire les nuisances sonores et elle a conscience de l'importance économique des emplois générés par les forces aériennes. Je suis persuadée que nous continuerons de trouver des solutions acceptables pour toutes les parties dans un dialogue raisonnable avec les forces aériennes afin de ramener le bruit des avions de combat à un niveau supportable – et sans pour autant supprimer toute l'armée de l'air suisse!

Berne, 7 janvier 2008